

# Le Travailleur du Lot-&-Garonne

Hebdomadaire de la fédération du Parti communiste français - 9,5<sup>e</sup> année - 1,20

## Sommaire

**en bref** p 2 et 3

Dotations en baisse - Aides régionale - LGV - Violences - 14 juillet - Stop Tafta - Pauvreté

**à mon avis** p 3

**actu** p 4 à 6

Palestine : entretien avec Jean-Claude Lefort - Fruits et légumes

**Idées** p 7

Retraite à 60 ans : un choix de société

**locale** p 7

Marmande - Houeillès - Fumel - Monflanquin - Coteaux de Guyenne

**culture** p 8

Jaurès en son temps



# C'est aux peuples de prendre la main!



**texte exclusif pour le Travailleur**

## Palestine/Israël Point de vue de JC. Lefort



## Industrie MTA et Gascogne avenir en suspens

Votre hebdomadaire fait sa pause estivale. La direction et la rédaction vous souhaitent de passer de bonnes vacances et vous donnent rendez-vous le 22 août pour une rentrée politique offensive.

## 1914-2014 Jaurès en son temps



## Dotations en baisse

De conseils municipaux et conseils communautaires du département ont été saisis du projet de motion rédigée par l'association des maires de France (AMF), dénonçant la cure d'austérité à laquelle les collectivités locales sont soumises. C'est le cas de celui de Marmande, d'Agen, de l'Agglomération agenaise, de la communauté des communes de Prayssas... Dans un unanimité étonnant, les élus de tous bords, gauche et droite confondues, votent cette motion. Pourtant le Parti socialiste et l'UMP partagent la volonté de couper les financements des collectivités. Le Gouvernement actuel défend une baisse de 50 milliards, dont 11 pour les seules collectivités, et la droite, au pouvoir il y a deux ans, ne prévoient pas moins de 140 milliards de baisses. Ils

## Stop TAFTA

L'Union européenne et les États-Unis négocient un accord de libre-échange, Au-delà des États-Unis et de l'UE, cet « OTAN de l'économie » impacterait toute la planète. Ces négociations opaques se déroulent dans le dos des peuples d'Europe et d'Amérique du Nord. Elles visent à établir un grand marché transatlantique qui consacrerait la domination des multinationales européennes et américaines, au détriment des citoyens de part et d'autre de l'Atlantique. Sous couvert d'une hypothétique relance de la croissance, ces négociations risquent de niveler par le bas les normes sociales, économiques, sanitaires, culturelles et environnementales. Ces nouvelles normes seraient placées sous

partagent le principe suivant : « les collectivités doivent participer à l'effort de redressement des comptes publics » et dénoncent seulement la brutalité de ces baisses, la forme en somme. On est tenté de leur demander de nous dire dans quel service public exactement, le poids de ces soi-disant nécessaires réductions doit peser ? ■

le contrôle de tribunaux supranationaux d'arbitrage privés, hors de tout contrôle démocratique. De plus en plus de collectivités locales se déclarent « hors Tafta ». En Lot-et-Garonne, à ce jour, aucune collectivité n'a fait cette démarche. Les citoyens du département sont en droit d'interpeller leurs élus locaux pour que cette question soit mise à l'ordre du jour des conseils municipaux de nos villes et villages. ■

## Pauvreté

Les pauvres sont de plus en plus pauvres, les riches de plus en plus riches et il est de plus en plus difficile de sortir de la pauvreté. C'est le constat alarmant que l'INSEE a dévoilé le 2 juillet, dans son étude sur les revenus et le patrimoine, portant sur les chiffres de 2011. En 2011, les 40 % des ménages les plus modestes ont vu leur niveau de vie diminuer entre -0,2 % et -0,8 %, pendant que les 40 % des ménages les plus aisés l'ont vu progresser entre +0,1 % et +0,8 %. La population totale, à 14,3 %, vivait sous le seuil de pauvreté ; un taux en hausse de 0,3 % par rapport à 2010. ■

## LGV

## Un moratoire?

La coordination LGV 47 a interpellé les élus du département concernant le projet de LGV suite au vote de la réforme ferroviaire. La coordination prend appui sur les déclarations du rapporteur de la loi : « SNCF Réseau continuera à financer la maintenance du réseau, mais sur les lignes nouvelles, on n'exigera pas de financement de SNCF Réseau qui ne serait pas susceptible de lui être remboursé », « Dans ce cas-là, les projets d'investissement de développement seront financés par l'État et les collectivités territoriales », a-t-il expliqué dans son amendement voté à l'occasion de l'examen de

la réforme ferroviaire. Pour ce dernier, il s'agirait de mettre fin aux « projets pharaoniques » de lignes à grande vitesse, des « projets politiques » pour faire plaisir aux élus qui ont fait exploser l'endettement du groupe et se sont faits au détriment de l'entretien du réseau existant, a souligné M. Savary. Dans ce contexte de réflexion sur le désendettement du système ferroviaire, sur la vitesse, sur les priorités et sur le flou du financement de Bordeaux-Toulouse, la coordination 47 demande aux élus d'intervenir à leur niveau pour obtenir la suspension de l'enquête publique pour Bordeaux-Toulouse et d'organiser un moratoire. ■

## Ordre infirmier

L'ordre national infirmier annonce, sous couvert de défense de la qualité des soins, le dépôt de six nouvelles plaintes au motif « d'exercice illégal de la profession infirmière en bloc opératoire » à l'encontre de salariés « techniciens de surface, aide soignants... ». Pour la fédération CGT action sociale-santé, « ces pratiques inadmissibles relèvent d'une stratégie de

défense d'intérêts purement corporatistes, et d'une escalade scandaleuse pour justifier une légitimité quasi inexistante quand moins de 5 % de toute la profession a participé aux élections d'avril 2014 ! ». Le syndicat estime qu'il est plus « facile de s'en prendre aux salariés que de s'engager pour la reconquête du financement d'une Sécurité sociale solidaire ». Il réitère sa demande de dissolution de l'ordre infirmier. ■

## Le sens du 14 juillet

Les défilés militaires font oublier le sens de cette journée : une date majeure de la Révolution française. **Les révolutionnaires affirment la possibilité de changer le monde à partir de la mobilisation populaire, celle du peuple de Paris.** Une révolution préparée par les Lumières, le mouvement des idées, mais aussi par l'évolution profonde de la société. C'est une des dates fondatrices de l'évolution vers la démocratie et l'affirmation des libertés dans le cadre de la Nation. Nous connaissons ses limites par la mise en place de la Révolution de la bourgeoisie face à l'ancien régime de la monarchie. Le

symbole de cette affirmation est la prise de la Bastille comme représentante de l'arbitraire et de la société inégalitaire des ordres. Le 14 juillet 1789 conduira en 1792 à la chute de la monarchie et, en 1793, à la proclamation d'une nouvelle constitution. En 1900, on a deux visages du 14 juillet. Le défilé du village, on va au monument aux morts et la fête du soir avec le bal autour de l'héritage vivant de la Révolution française. Au lendemain de 1945 et de la Libération, il n'y a pas encore de rupture entre la fête populaire et le défilé. Dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, l'armée se fera de plus en plus l'agent des guerres

coloniales. Elle prend le visage réactionnaire. L'ardeur patriotique liée à la Résistance se défait dans le cadre d'une armée instrument du maintien de l'ordre mondial à l'époque de la décolonisation. En même temps, la fête profane décline en se vidant de son contenu, l'on danse moins. La fête militaire subit un grand tournant avec la fin de l'armée citoyenne. Sa professionnalisation marque une rupture entre l'aspect militaire du 14 juillet et le sentiment collectif. **Aujourd'hui, le 14 juillet a un statut menacé. Il serait précieux de continuer à lui donner le sens de ses origines, celle de l'expression du peuple à changer l'ordre du monde.** ■

propos de Michel Vovelle, historien, (La Marseillaise, le 14 juillet 2014)

## Région Aides économiques

Les élus régionaux se sont réunis en commission permanente, le 7 juillet 2014, à l'Hôtel de Région et ont voté 373 dossiers pour un montant total de 100 956 246,03 euros. Plusieurs d'entre eux concernent le Lot-et-Garonne, dont les suivants :

- 548 245 euros à **Babcok Wanson** (Nérac) pour le développement du projet Emr'stock qui porte sur le développement d'un système de stockage thermique d'énergie à faible coût. Le principe consiste à transformer l'énergie électrique produite par une installation d'énergie renouvelable (parc éolien, centrales solaires) en chaleur, à la stocker en très grande quantité puis à la retransformer en électricité selon les besoins du réseau.
- 400 000 euros **Creuzet Aéronautique** (Marmande) pour l'acquisition de nouveaux matériels.
- 80 000 euros à **Agir Val d'Albret** (Nérac) pour soutenir le développement de l'association qui gère quatre ateliers chantiers d'insertion spécialisés dans les espaces verts, la petite maçonnerie, l'entretien des rivières et le ménage.
- 46 755 euros à **La Soja mi** (Estillac) pour le développement d'une gamme de glaces végétales bio. Pionnier du soja lactofermenté, les produits Le Sojami sont une alternative aux protéines animales. ■

## Violences

La grande pauvreté des uns et la grande richesse des autres, sont violence ! Licencier ceux qui produisent les richesses pour augmenter les dividendes distribués aux actionnaires, est violence ! Les grands patrons rémunérés en millions d'euros alors que l'absence de revalorisations du SMIC et des minima sociaux est d'une rare violence ! La guerre sociale que nous subissons est violente. Les dirigeants politiques de droite et la « gauche » libérale qui a renoncé et qui se courbe devant la finance, c'est d'une grande violence ! Nous faire

croire que rien ne changera, que toutes les luttes sont vaines, qu'il ne reste qu'à se replier sur soi, c'est violent ! Mais l'ultime violence est la haine des autres, de ses voisins, des étrangers, des immigrés, alors que nous sommes tous des descendants d'hommes et de femmes de tous les pays. Continuons notre combat contre ces violences, prenons le chemin de l'action dans l'unité, avec tous les progressistes et reconstruisons l'espoir, pas à pas, pour que « l'humain d'abord » devienne réalité. ■

Marie-Renée **Gérard**

**Le Travailleur du Lot-et-Garonne**  
fondé par **Renaud JEAN**, premier député communiste de France  
directrice de la publication : **Jacqueline Debord** - rédacteur en chef :  
**Nicolas Lucmarie** - rédaction : **Michel Ceruti, Lysiane Chantre Edmond Coëdelo, Roger Dejean, Jean-Claude François, Marie-Renée Gérard, Daniel Heinrich, Monique Mirande, Guy Rauzières, Claude Vaccari**  
édité et imprimé par **SARL Le Travailleur du Sud-Ouest**  
**18, rue Jules Ferry 47 006 Agen**  
Tél. **05 53 66 82 59** - Fax 05 53 47 61 01  
**letravailleur@orange.fr**  
CCP 1309 19X Bordeaux 3<sup>e</sup> trimestre 2014 - ISSN 1627-2471 - CPPAP N° 0615 C 86962

à mon  
avis

## La paix, vite !

Les armes peuvent-elles continuer à parler dans un face-à-face guerrier entre Israël et la Palestine dont on se demande, au final, à qui cela profite ? Pendant que les bombes et les roquettes pleuvent, les peuples sont meurtris et tout dialogue semble réduit à néant. Cette situation n'est pas pour déplaire aux va-t-en-guerre de tous bords. La surenchère militaire de Netanyahou ne fait qu'attiser la haine qui pollue les relations entre ces deux peuples voisins. Du côté palestinien, les actions armées, radicales, ne permettent pas d'envisager une paix durable et juste. Et les attaques démesurées de l'armée israélienne sur un territoire sous blocus sont vouées à l'échec car l'on ne fait pas taire les aspirations populaires par des bombes tombées du ciel. Concernant la communauté internationale, elle brille par son absence et son impuissance. Les résolutions de l'ONU restent des écrits qui ne sont jamais suivis d'effets. L'Europe, qui soutient pourtant la Palestine avec d'importantes aides financières, refuse d'entamer un bras de fer avec Israël pour faire respecter le droit international. Quant à la diplomatie française, elle se caractérise par « la politique du laisser-faire » dont la plus scandaleuse des manifestations réside dans les déclarations de F. Hollande sur le « droit de se défendre d'Israël ». Les préalables à toute résolution du conflit sont la reconnaissance du droit du peuple palestinien à fonder son État et à choisir démocratiquement ses dirigeants. Un projet politique d'avenir qui sera aussi dans l'intérêt d'Israël et son droit à vivre en sécurité. Comme l'indique Pierre Laurent, « la solution est connue : deux peuples, deux États souverains, dans les frontières de 1967, Jérusalem-Est pour capitale de l'État palestinien et le respect scrupuleux de toutes les résolutions de l'ONU ». La paix, vite ! ■

Nicolas Lucmarie

**Nous avons demandé à Jean-Claude Lefort, député honoraire, président d'honneur de l'association France/Palestine solidarité, de nous donner son point de vue sur la situation en Palestine. Sa réaction a été rédigée le 15 juillet en fonction des éléments d'actualité.**

**En exclusive pour le Travailleur**

# Aux peuples de prendre la main!

## Les dirigeants israéliens ne veulent pas d'une paix basée sur le droit.

Les événements terribles qui secouent, endeuillent le Proche-Orient depuis le déclenchement des opérations militaires israéliennes contre Gaza, appellent des remarques de fond, si l'on veut en comprendre le sens et, surtout, si l'on veut en finir une fois pour toutes avec une situation qui, de spasmes en spasmes meurtriers, semble sans issue.

### De l'enchaînement des faits

On se souvient du point de départ de l'offensive israélienne, selon les grands médias: l'assassinat effroyable de trois jeunes israéliens kidnappés au nord de la ville d'Hébron dont le centre-ville est occupé par 400 colons protégés par 4000 soldats israéliens – des colons fanatiques qui agressent chaque jour, violemment, physiquement ou verbalement – les Palestiniens de cette ville qui abrite le tombeau d'Abraham. Immédiatement un ratissage militaire total de la Cisjordanie s'est produit: des centaines de Palestiniens arrêtés et conduits

en prison. On compte aujourd'hui 25 % de tous les députés palestiniens jetés en prison. Vous imaginez? Les colons quant à eux, la vengeance au ventre, brûlaient vif un jeune palestinien de Jérusalem. Le corps des trois jeunes israéliens retrouvés, Netanyahu a immédiatement déclaré que le Hamas était à l'origine de ces enlèvements et de cet assassinat, sans la moindre preuve (aujourd'hui encore, on ignore l'identité des auteurs de ces assassinats). Et, rompant la trêve conclue avec le Hamas, il

s'est lancé dans des bombardements massifs contre Gaza faisant près de 200 morts, dont des enfants et des femmes, et causant des destructions considérables. En réactions, des factions armées ont lancé des roquettes qui, toutes ou presque, ont été détruites en vol par le système de défense israélien baptisé « Dôme de fer ». Aujourd'hui 15 juillet, à l'heure où ces lignes sont écrites, à onze heures du matin, il est question de nouveau de « trêve », sans le contenu ni la portée... Mais, tous ces événements meurtriers, après tant d'autres, méritent, au-delà des protestations populaires nécessaires et indispensables... d'aller plus au fond des choses afin de mettre en évidence la racine du problème et éviter d'être condamné à revivre ces scènes atroces qui révoltent les opinions publiques et qui sont source de mise à mal les cohésions nationales, dans des pays comme le nôtre, par exemple.

**Aller au fond des choses**  
Le fond est politique. Revenons en arrière. Pendant des semaines et des semaines, des « négociations » sous l'égide des USA ont eu lieu entre le gouvernement israélien et l'autorité palestinienne. Comme prévisible, elles n'ont strictement rien donné. En effet, non seulement en pleine « négociation » Netanyahu a signé plusieurs ordres de constructions de nouvelles colonies, en particulier à Jérusalem-Est, mais il s'est évertué à vouloir faire admettre aux Palestiniens que tout ce qui avait été conquis par la force leur appartenait définitivement! En d'autres termes « *Ce qui est à moi est à moi et ce qui est à toi se discute* ». On est loin, très loin, du droit international qui pose trois paramètres pour un règlement de la question: un État palestinien de plein droit dans les frontières dites de 1967; Jérusalem-Est comme capitale de l'État palestinien et l'application de la résolution 194 portant sur les



...lors de la manifestation d'Agen, samedi 10 juillet

## Fruits et légumes

# Les producteurs en crise

**Bousculés par la concurrence européenne, confrontés à une consommation atone, les producteurs français de fruits et légumes s'enfoncent, cette année encore, dans la crise. Les producteurs ne s'expliquent pas, en particulier, pourquoi les distributeurs continuent toujours de référencer des fruits et légumes importés, alors que la saison française bat son plein.**

En 2013, à la même époque, la faiblesse des volumes disponibles en France pouvait expliquer des importations plus tardives. Ce

n'est plus le cas en 2014.

### Intervention politique

Pierre Camani, président du conseil général, et Raymond Girardi, vice-président en charge de l'Agriculture, de la Forêt et de l'Environnement, ont adressé un courrier à Stéphane Le Foll, ministre de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt, au

sujet des difficultés rencontrées actuellement par de nombreuses filières agricoles, notamment le secteur « fruits et légumes ». Les deux élus précisent que le prix d'achat des fruits et légumes ne permet pas de faire face aux coûts de récolte. Ils soulignent que les producteurs sont face à une forte concurrence d'Europe et d'Afrique du Nord (déficit commercial de la filière a doublé en treize ans).

### Le MODEF mobilise

Les producteurs de salades du Lot-et-Garonne ont manifesté leur colère le mardi 8 juillet à l'appel

réfugiés palestiniens. Cette situation est connue de tous. Ce refus israélien a provoqué de timides mesures qui, jointes au mouvement de l'opinion publique, ont isolé Israël sur la scène internationale. Pour les dirigeants israéliens, il fallait se sortir de cette situation d'autant que les Palestiniens parvenaient, enfin, à conclure un accord d'entente nationale entre l'OLP et le Hamas. Enfin, les Palestiniens étaient unis! Considérée comme menace sérieuse, les dirigeants israéliens avaient toujours considéré que la division interpalestinienne était leur plus grande « victoire stratégique ». Deux menaces à leurs yeux: isolement sur la scène internationale et union des Palestiniens.

C'est dans ce contexte que se sont produits les événements actuels visant: à sortir Israël de cette situation et à mettre un coup fatal à l'union entre Palestiniens.

### Le refus d'une solution juste basée sur le droit

Sur le fond, il est clair que les dirigeants israéliens ne veulent pas de la paix, pas plus d'un État palestinien fondé sur le droit. Ils veulent poursuivre la colonisation des terres palestiniennes et occuper davantage la Cisjordanie pour mettre définitivement la main sur Jérusalem qu'ils ont annexée depuis 1967.

Cette politique, dite du « grand Israël », consiste à considérer que toute la terre de la Palestine leur appartient. Elle se décline de mille manières et prend parfois l'allure d'une évidence biblique du style:



manifestation dans la Bastide de Villeneuve/Lot, lundi 14 juillet

« Nous sommes là depuis 3000 ans ». Elle ne peut que pousser à ce que rien ne s'apaise sur place. Terrible pour les Palestiniens, mais aussi pour les Israéliens qui ne peuvent compter obtenir leur sécurité en dépossédant l'autre de tous ses droits et en l'occupant par la force. Évidemment impossible, elle est dangereuse aussi pour la stabilité régionale et internationale.

Tout le monde sait cela. Et, de ce point de vue, il est effarant que le président de la République française ait donné son aval aux opérations militaires israéliennes, au titre qu'Israël « a le droit de se défendre »! Mais Israël est une force occupante et en plus elle reçoit un feu vert de l'Élysée – et d'autres – lui disant non seulement « vous occupez mais vous pouvez faire tout ce que vous estimerez nécessaire contre ceux qui résistent à cette occupation ». Mêlé à tout cela, un amalgame odieux est énoncé entre solidarité avec le peuple palestinien et antisémitisme... Mais, on ne peut procéder à de tels amalgames

non-fondés pour disqualifier la solidarité et la liberté d'expression, comme par exemple, le président du CRIF qui ose déclarer: « l'antisionisme est l'antisémitisme d'aujourd'hui ». Le sionisme est une idéologie, une opinion, par nature discutable. L'antisémitisme, lui, est un délit. N'empêche: voilà qu'on interdit maintenant, à ce titre, des manifestations de solidarité. Insupportable! En France, au pays des droits de l'homme. Le lendemain du 14 juillet! Intolérable. L'avenir suppose de mettre fin à l'impunité de la politique israélienne. Cela fait plus de quarante ans que dure cette situation: un peuple – le peuple palestinien – dépossédé de tous ses droits. Des dizaines d'années qu'on nous explique: « il faut des négociations en tête à tête ». Il y en a eu. Des dizaines. Et puis quoi? La situation empire de jour en jour sur place au point même que d'aucuns se demandent si la solution à « deux États » est encore valide. Terres annexées violemment; morts, destructions;

blocus; prisonniers; racisme; ethnocide; mur; des centaines de checkpoints; l'humiliation quotidienne; la haine – bref, la barbarie... la barbarie au rendez-vous de ces discussions.

### Il faut en sortir pour le bien de tous

On connaît la solution. Elle est édictée par le droit international. On connaît les obstacles: le refus israélien de l'appliquer. Alors quoi? On laisse faire? On commente? On fait des tonnes de déclarations pour un gramme d'action? Cette voie nous la connaissons depuis des années. Sans issue. Pire: le cauchemar est au bout. Il n'est qu'une voie qui n'a pas été essayée – dans ce cas et seulement dans ce cas – celui de l'action, à commencer par la mise en œuvre d'un droit incontestable, simple: il faut mettre un terme à l'impunité dont bénéficie l'État d'Israël. Il faut des sanctions! Tous les pays qui dérogent au droit sont l'objet de sanctions. L'État d'Israël n'est ni en dessous, ni au-dessus des autres. C'est un État comme les autres. Les gouvernants, à commencer par les nôtres, sont au pied du mur: s'ils s'exonèrent de leurs responsabilités, ils ne seront plus complices mais coupables. Aux peuples de prendre la main! L'exemple de l'Afrique du Sud est là, encore présent: sans mobilisation populaire, Nelson Mandela ne serait jamais sorti de prison et l'apartheid n'aurait jamais été abattu. La clé est là. Entre nos mains, à tous. ■



du MODEF. Ils ont déversé des légumes et notamment des

salades devant la sous-préfecture de Marmande.

Raymond Girardi dénonce le fait que sous la pression de la grande distribution et des importations, les producteurs vendent la salade à 10 centimes d'euros alors qu'il en faudrait 30 ou 40 centimes. Selon lui, « les maraîchers ne peuvent plus faire face aux distorsions de concurrence (distorsion sociale, distorsion sur les traitements phytosanitaires...) des importations ». Le MODEF dénonce avec fermeté les distorsions de concurrence dont les producteurs sont victimes et les politiques des GMS qui assassinent les maraîchers. Il appelle le gouvernement

à déclencher la mise en place du coefficient multiplicateur, tel qu'inscrit « dans la loi » et de mettre en demeure la grande distribution de privilégier la production nationale, à un prix rémunérateur. « À l'heure des cadeaux faits, entre autres, aux cinq grandes enseignes de la distribution, avec le pacte de responsabilité; ce pourrait être une des contreparties », conclut le syndicat. Le MODEF poursuivra ses actions dans les départements tout l'été, avec en point d'orgue le rendez-vous sur Paris et la Région parisienne, le 21 août prochain. ■

Houeillès

Rencontre avec  
Lydie Lamothe

Née en 1930, Lydie est la plus jeune des deux filles d'Adrien Lamothe, ancien conseiller d'arrondissement communiste et ancien résistant fusillé par les Allemands, le 20 juin 1944, avec six autres Houeillèssais (ndlr: les bombardements allemands de Houeillès, les 13 et 14 juillet ont fait deux morts). Sa sœur Suzanne est née en 1925. Elle avait donc dix-neuf ans quand elle a vu de ses yeux les bourreaux SS fusiller son père. Lydie est la cheville ouvrière du comité du souvenir qui organise, tous les ans, l'importante cérémonie du 20 juin. Elle a d'abord tenu à rappeler que le principal fondateur du comité du souvenir de la Résistance et du bataillon Arthur est le capitaine André Teulé de Laparade qui, cette année, pour la première fois, n'a pas pu

participer aux cérémonies le 21 juin. Aidé bien sûr par Auguste Brunet, Lulu Baron, mais aussi Olivès, la veuve Reine Dussans dont le mari fut membre du bataillon Arthur du « commandant Martha », maintenant décédé. Il est vrai qu'André est l'une des principales mémoires des combats du maquis et du bataillon Arthur. « *Je suis née communiste* » précise Lydie, une façon d'affirmer d'emblée sa fidélité à l'idéal d'égalité, de liberté, de justice et de paix pour lequel son père a mis, en pleine conscience, sa vie en jeu. Dès 1942, Adrien, son père, ce bûcheron « brassière\* » de Houeillès est l'un des fondateurs du premier maquis du département. « *Élu et militant communiste, il luttait quotidiennement avec et pour les travailleurs du canton. Il s'est beaucoup donné pour la Résistance. Il faut dire qu'il savait tuer le cochon... Et depuis 1940, ma mère, faisait café-restaurant dans deux pièces de leur maison. Évidemment, c'était un lieu de rendez-vous de la Résistance... Mon père était directeur de la coopérative (d'alimentation) du village. Moi? j'ai travaillé vingt-cinq ans comme employée de la Poste et puis, finalement, j'ai créé le restaurant « le maquis landais ». Et maintenant, j'ai la chance de vivre dans mon village et qui plus est avec, à mes côtés, ma fille Dominique qui a 62 ans et Olivier mon gendre.* » ■

\*: « les brassiers » c'était tous les hommes dont le travail dépendait essentiellement de leurs bras.

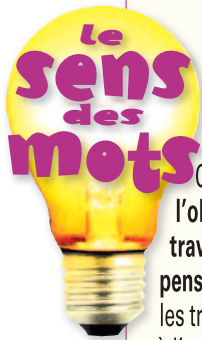
Val de Garonne

Faire des vagues

Vendredi dernier avait lieu l'inauguration de la piscine de plein air. Ce projet com-munautaire de deux millions d'euros a été financé à 50 % par l'État, la Région, le département, le reste étant à la charge de Val de Garonne agglomération. Il intervient après la mise aux normes de l'ensemble des piscines publiques du territoire: Meilhan-sur-Garonne, Mas d'Agenais, Tonneins. Cette piscine fonctionne soit avec un système à vagues, soit normalement, comme toutes les piscines olympiques. Quatre toboggans sont installés sur un bassin à part. L'entrée est fixée à quatre euros. Michel Ceruti a proposé la mise en place, pour la commune de Marmande, d'un tarif au quotient familial, en fonction du revenu. Un système qui pourrait s'inspirer de ce qui existe pour les cantines scolaires permettant, à toutes les familles, de faire profiter de cet équipement tous les enfants durant l'été, beaucoup ne partent pas en vacances... ■

Erratum

Dans le numéro de la semaine dernière, une erreur s'est glissée pour le prénom de notre regrettée Reine Marceron (et non Louise). ■



Il y a matière à réflexion

La retraite à 60 ans: un choix de société

Comme nous l'avons dit dans notre article de la semaine dernière, l'objectif de la « réforme » des retraites n'a pas pour but de faire travailler plus longtemps, mais bien de baisser le montant des pensions. À qui fera-t-on croire que le patronat qui, aujourd'hui, jette les travailleurs bien avant l'âge de 60 ans, changera de comportement à l'avenir? Il est probable en effet qu'une minorité seulement pourra bénéficier d'une retraite à taux plein. Le slogan « *Il faut travailler plus longtemps parce que l'on vit plus longtemps* » qui a pu paraître marqué au coin du bon sens, n'est qu'une duperie destinée à jeter le trouble. Par conséquent, il est essentiel de se concentrer sur les réalités incontournables que nous avons résumées la semaine dernière. Ajoutons que la « réforme » des retraites s'inscrit dans la politique actuelle de destruction de notre régime de protection sociale.

La retraite doit tout aux luttes sociales

La retraite, c'est-à-dire la possibilité d'avoir une vie après l'activité professionnelle, sans être contraint de travailler jusqu'à la mort, n'est pas tombée du ciel, toute rôtiée comme les cailles de la légende. Souvenons-nous du Front populaire, du programme du Conseil national de la Résistance, des grandes grèves et manifestations ouvrières.\*

À l'examen des évolutions au cours du XX<sup>e</sup> siècle, on constate que l'espérance de vie a augmenté d'une vingtaine d'années, tandis que le

temps de travail a diminué de plus de moitié (3700 heures au début du siècle, 1600 heures aujourd'hui). Donc, les conquêtes sociales, dont la retraite, ont tracé une courbe inverse à celle de l'espérance de vie. Et chacun peut constater que le progrès social (retraite, congés payés, réduction du temps de travail...) n'a pas freiné le développement économique et technique, bien au contraire parce que les luttes ouvrières et populaires sont le moteur du progrès, dans tous les domaines. On aura également remarqué que les avancées sociales n'ont pas empêché la grande bourgeoisie de s'enrichir.

Le patronat s'est toujours fortement opposé au progrès social, ne cédant que devant la force des travailleurs en lutte. De nos jours, le MEDEF s'y oppose toujours, développant toute sa puissance financière et médiatique pour imposer une régression sans précédent. Et, plus on donne d'argent au patronat, moins les retraités en ont. Or, le rôle des retraités est irremplaçable dans la vie familiale, associative, culturelle, syndicale, politique, l'activité économique (tourisme, consommation...), la transmission de la mémoire. ■

Edmond Coëdelo

\* Rappelons en passant que lors des grandes manifestations de 2010, les socialistes se prononçaient pour la retraite à 60 ans.

## Fumel

### L'avenir de MTA suspendu

Le tribunal de commerce de Chambéry était appelé à se prononcer sur l'avenir de l'usine Métaltemple, jeudi 10 juillet. Il a accordé un nouveau délai de deux mois à l'entreprise pour améliorer sa trésorerie. Jusqu'au 15 septembre, de nouveaux contrats doivent être signés pour assurer l'avenir du site, faute d'une reprise d'activité importante, la liquidation pourrait être annoncée dès le 15 septembre. Du côté des collectivités, des aides remboursables sont proposées par les conseils général et régional mais l'enjeu est bien de trouver des débouchés et d'avoir un vrai projet industriel. Les yeux semblent, encore, tournés vers l'actionnaire principal, Gianpiero Colla. ■

## Fumel

### Décès d'Ignace Garay

Nous avons appris, vendredi 11 juillet, le décès d'Ignace Garay suite à un accident de la circulation. Militant de la CGT (membre de longues années de la direction de l'union départementale CGT de Lot-et-Garonne) et du NPA, il était une figure emblématique de la vie syndicale et politique du département. Nous partageons de nombreux combats dont celui pour le maintien de l'activité industrielle à l'usine MTA de Fumel, dont il fut un salarié et un responsable CGT. Nicole Debord, directrice du Travailleur et membre du bureau exécutif du PCF 47 conduisait une délégation du PCF aux obsèques. Michel Ceruti, secrétaire départemental du PCF, a adressé un message de condoléances à Marifé Garay son épouse, ses enfants et sa famille pour partager leur immense douleur tout en rendant hommage au militant syndicaliste CGT, militant NPA, à celui qu'ont côtoyé depuis trois décennies, de nombreux communistes dans des combats communs qui restent d'actualité. ■

## Marmande

### Soutien aux salariés de Gascogne Wood

Les propositions des élus CGT sont toujours d'actualité à l'usine Gascogne Wood. Depuis plusieurs mois après l'annonce faite en février au comité d'entreprise extraordinaire : fermeture ou cession du site, les élus CGT considèrent comme pertinentes et d'actualité, après consultations des salariés, des cadres et de la direction, les propositions qu'ils ont faites. Ils s'opposent à la séparation des deux entités : maisons à ossatures bois de pin et tasseaux et moulures pour les grandes surfaces du bricolage. En effet, procéder à la séparation fragiliserait les deux activités différentes alors qu'il existe une synergie entre elles. Cela



suppose que les salariés et les représentants du personnel, CGT notamment, obtiennent la comptabilité analytique, non accessible à ce jour aux salariés. Il s'agit de s'engager dans un nouveau développement commercial mieux ciblé. Dans cette période estivale, la section PCF du Marmandais, et Michel Ceruti, élu communiste à Marmande apportent leur soutien aux salariés pour le maintien, la modernisation de l'activité et donc le développement industriel et l'emploi. ■

## Coteaux de Guyenne

### Hommages

Nous déplorons, dans notre section, le décès de Maurice Chatelet (62 ans) à Lauzun et celui de Roger Prugniac (89 ans) à Moustiers. Maurice Chatelet est décédé suite à une longue maladie. Il était maçon de métier. Tant que sa santé le lui a permis, il collaborait avec ses camarades, entre autres Yves et Angelo Dall Armi, aux tâches matérielles de notre parti dans leur secteur. Roger Prugniac, né en 1924, n'a jamais quitté Moustiers. Pendant la guerre, il choisit son camp : la lutte, la Résistance dans le maquis local. Il était agriculteur et ne ménageait pas sa peine pour venir en aide à ses voisins dans le besoin (prêt de matériel

agricole...) Dès le retour de la démocratie, il s'est investi dans la vie municipale pendant six mandatures qu'il a assumées sans esprit partisan en œuvrant pour le bien de tous. Il a, aussi, beaucoup collaboré à la vie associative de son village, en y assumant des responsabilités (comme président de l'association des aînés ruraux de sa commune notamment). Homme de conviction, il restera fidèle à ses idées et, tant que sa santé (surtout sa vue) le lui permit, il lisait la presse de notre parti. Les lecteurs de notre journal présentent aux deux familles endeuillées leurs très sincères condoléances. ■

Marie-Renée Gérard



## Nous ne pouvons laisser kidnapper Jaurès

On a fait taire le pacifiste, le militant de la cause ouvrière, le partisan du socialisme le 31 juillet 1914, à la veille de la Première guerre mondiale qui décima nos campagnes. Sans revendiquer l'exclusivité de son héritage, nous voulons rétablir la vérité de son engagement, et l'actualité de ses combats. Rendez-vous :

**vendredi 1<sup>er</sup> août - 18h30**  
**place des Arcades - Monflanquin**

Au programme : écoute de « pourquoi ont-ils tué Jaurès » de Jacques Brel, lecture d'une courte biographie lue par Marie-France Nardot, lecture d'extraits du discours à la jeunesse lue par Mélanie, une intervention d'Adrien Jarige sur Jaurès, syndicaliste, une intervention d'Alain Bouchez sur l'actualité de Jaurès. ■

# Jaurès en notre temps



**Jaurès fut assassiné le 31 juillet 1914 par Raoul Villain, cela fait maintenant 100 ans, mais depuis son spectre hante notre histoire.**

Il fut assassiné par Villain, ce proche des milieux monarchistes et d'extrême droite qui voulait tuer celui qui s'opposait avec force au déchaînement de la guerre et de ses atrocités, il a voulu et a tué celui qui était l'espoir d'un règlement pacifique du conflit.

**Jaurès aujourd'hui est pour nous le symbole de la lutte contre la guerre,** contre les guerres, il est aussi celui qui s'empara de la question sociale pour faire de la République le régime de tous par tous, le socialisme.

Et pourtant, cela n'était pas si évident car Jaurès aurait pu avoir un tout autre destin. Jaurès est né en 1859 à Castres dans une famille de la petite-bourgeoisie, quelque peu déclassée par un retour à la terre. Mais il disposait d'appuis et de soutiens dans les milieux républicains.

Élève brillant, il intègre l'école normale supérieure, il est le meilleur de sa génération et est promis à un brillant avenir au sein de l'élite républicaine.

En 1885, il est d'ailleurs élu député à 26 ans, le plus jeune de la Chambre; Ses premiers engagements le sont à côté de Jules Ferry et des républicains modérés, il est alors moins à gauche que Clémenceau qui par exemple condamne la colonisation.

Mais Jaurès est un républicain sincère qui croit à la Raison, qui cherche à analyser

les événements et qui va les vivre et les affronter avec courage et même courage physique.

En 1892, il est scandalisé quand le propriétaire de la mine de Carmaux veut renvoyer un de ses ouvriers qui a été élu maire de Carmaux contre son gendre. Jaurès se lance dans cette grande campagne de mobilisation pour obtenir la réintégration, fait le lien avec Paris, intervient dans la presse et gagne.

Il gagne d'ailleurs l'élection législative partielle qui suit immédiatement ce qui fut le premier affrontement de classe pour cet enfant de la République, il est à nouveau élu lors des nouvelles élections générales de 1893.

À partir de cette date, il s'engage de plus en plus dans le camp du socialisme et de la classe ouvrière, il démultiplie son activité journalistique, est présent partout pour soutenir la cause de ceux qui travaillent. C'est ainsi qu'en 1896, il soutient les verriers d'Albi et apporte tout son soutien à la création de leur coopérative.

**Mais il est aussi l'homme de la lutte contre toutes les injustices.** En 1898, il s'engage dans la défense de Dreyfus accusé et condamné parce que juif. Jaurès ne fut pas le premier de ses soutiens et a cru comme beaucoup à sa culpabilité, mais devant les faits il s'engage à fond et intervient à l'Assemblée et c'est lui qui relancera plus tard la mobilisation pour obtenir l'annulation du jugement car il ne voulait pas se contenter d'une grâce octroyée d'en haut. « *Je ne vous oublierai pas* » avait-il dit à Dreyfus, il tint une nouvelle fois sa promesse.

C'est à propos de l'affaire Dreyfus et de la place que devait tenir la campagne de mobilisation dans l'action des socialistes que Jaurès débat avec Jules Guesde, l'autre grand dirigeant socialiste de l'époque. Fallait-il que les socialistes s'engagent dans la défense de ce Dreyfus issu des milieux bourgeois et militaires? Ou fallait-il donner la priorité seulement à la question sociale? Pour Jaurès, le socialisme était l'accomplissement de la

justice, il ne fallait donc accepter aucune injustice. Malgré leurs désaccords, sous les auspices de l'Internationale socialiste, Guesde et Jaurès engageront l'unification de tous les courants socialistes pour créer la SFIO en 1905.

**Il est aussi un des principaux artisans de la loi de séparation des Églises et de l'État** et quoi qu'on en dise parfois fonde aujourd'hui notre vivre ensemble, il sut là trouver la voie d'un compromis mais d'un compromis de progrès, une loi qui permette à tous de se retrouver dans le respect de la liberté de conscience et de la neutralité de l'État en matière religieuse. Oui Jaurès avait le sens du compromis

*« Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage. »*

mais à l'inverse de ce que l'on peut entendre dans la voix de nos gouvernants, ce n'était pas pour accepter ou

faire accepter des régressions sociales mais bien pour changer la société avec toujours cette visée progressiste chevillée au corps.

En 1910, il œuvre ainsi pour les retraites ouvrières, premiers pas vers une Sécurité sociale... S'il n'a jamais participé au pouvoir il a toujours pensé que les révolutionnaires devaient prendre toute leur responsabilité mais à condition d'aller vers du mieux et non pour accepter les pires reculs au nom du réalisme et de l'impuissance politique. Ces réformes, il les rattache donc à un horizon, pour lui ce sont des réformes révolutionnaires qui préparent et introduisent même au sein du capitalisme des formes de socialisme, de communisme.

Et quand Jaurès perd des élections, il n'en rabat pas pour gagner la fois d'après. C'est un homme de convictions et ce sont elles qui fondent son engagement.

**Mais Jaurès n'est pas qu'un parlementaire, il est aussi un journaliste engagé, de plus en plus engagé de la Dépêche du midi, de la petite République à l'Humanité qu'il fonde en 1904.**

L'Humanité, son journal, notre journal qu'il veut socialiste et indépendant et qui lui permettra d'intervenir dans tous les débats et surtout ceux de la paix et de la

guerre. **Alors suffirait-il aujourd'hui de revenir à Jaurès?**

Observons d'abord qu'à gauche, ils ne sont plus très nombreux ceux qui au parti socialiste s'en réclament. Le Président et le premier ministre n'en font pas leur principale référence, lui préférant Clémenceau mais le Clémenceau de la répression antisociale et du jusqu'au boutisme guerrier.

Pour les communistes, Jaurès reste une référence majeure:

- Nous y voyons d'abord **la morale en politique** quand celle-ci est souvent disqualifiée aux yeux de nos concitoyens par les affaires...

- Nous y voyons **le combattant pour la paix** quand la guerre redevient le moyen d'assurer les intérêts impérialistes dans le monde...

- Nous y voyons **le champion de la justice sociale** alors qu'aujourd'hui toute réforme est symbole de régression sociale...

- Nous y voyons **le journaliste méticuleux** et des grandes causes qui a fondé notre indispensable journal.

- Nous y voyons **le militant de chaque instant jusqu'à mourir pour ses idées.**

Alors bien sûr, le monde d'aujourd'hui n'est plus celui de Jaurès. Mais nous avons besoin d'inscrire le combat pour l'émancipation humaine dans un récit et ce récit passe par la mémoire ineffaçable de Jaurès. Il fut l'honneur de la gauche, l'honneur du socialisme et au moment où ces mots deviennent des gros mots, il faut les répéter sans relâche. **Nous les communistes, nous en sommes les continuateurs, pas que de Jaurès évidemment mais de Jaurès aussi.** ■

